

Big Pharma et la santé des plus pauvres



Axel Gosseries

Maître de recherches FNRS, professeur UCL, responsable du projet Bernheim "Social Responsibility in Economic Life"

► L'investisseur préoccupé par la santé des plus pauvres peut s'appuyer sur des indices existants.

► Les indices ATM et GHI donnent des résultats différents. Explications.

Pour un investisseur en Bourse soucieux de l'impact social et environnemental de ses actes, l'effet sur la santé des activités d'un secteur ou d'une entreprise est essentiel. Il serait d'ailleurs problématique de ne s'en préoccuper que pour le seul secteur pharmaceutique. La littérature consacrée aux déterminants de la santé insiste sur le fait que l'amélioration de la santé passe souvent bien plus par des changements de nos habitudes alimentaires, de nos conditions de travail, de l'état de notre environnement, de l'accès à l'éducation ou du niveau des inégalités, que par une amélioration de l'accès aux soins de santé et aux médicaments.

Envisageons cependant le cas d'un investisseur centré sur le secteur pharmaceutique et soucieux de l'impact de ses choix sur la santé des plus pauvres. Un des outils disponibles à cet égard est l'indice Access to Medicine (<http://www.accessmedicineindex.org/>). Il est financé par la Fondation Gates et les gouvernements britanniques et néerlandais. Sa méthodologie se centre sur les efforts fournis par les multinationales pharmaceutiques en termes d'accès aux médicaments dans les pays du tiers monde. L'indice se nourrit aussi d'un dialogue avec diverses parties prenantes.

Pour ce type d'indice, l'objectif et la méthode sont cruciaux. D'où l'intérêt des travaux de Nicole Hassoun, une chercheuse de l'Etat de New York, qui a contribué il y a peu avec ses collègues à la mise en place d'un indice alternatif, le Global Health Impact Index (<http://global-health-impact.org/>). Si son objectif est identique, la méthodologie diffère, étant plus centrée sur les effets que sur les efforts. Cet indice alternatif permet de com-

"Pour chaque médicament, trois éléments sont pris en compte : le besoin, l'accès et l'efficacité."

parer entreprises, médicaments, maladies et pays. Il cible trois pathologies dont l'impact global est majeur : malaria, tuberculose et sida/VIH.

Pour chaque médicament, il prend en compte trois éléments : le besoin, l'accès et l'efficacité. Le premier élément a trait à l'importance du besoin médical auquel répond le médicament, évalué en termes de nombre d'années de vie (corrigées par un facteur d'invalidité) qui seraient perdues en l'absence de traitement. Le second, c'est l'accès au médicament, estimé pour chaque pays en divisant le nombre de personnes qui en ont besoin par le nombre de ceux qui y ont effectivement accès. Le troisième, c'est l'efficacité du médicament, évalué quand c'est possible sur base de données de l'OMS.

Nicole Hassoun et ses collègues ont appliqué la méthode à des données disponibles pour 2010-2011. Alors que GSK est classée première et Sanofi huitième selon l'indice Access to Medicine en 2014, Sanofi est première selon l'indice Global Health Impact, GSK étant absente de son "Top 15".

L'explication est intéressante. Dans le classement des médicaments de l'indice Global Health Impact, ceux destinés à lutter contre la malaria sont classés en tête, en particulier en raison de leur efficacité. Ceci a un impact sur les entreprises classées en tête, Sanofi et Novartis produisant des médicaments contre la malaria. Quant à GSK, elle est loin d'être inactive dans le domaine du sida/HIV. Cependant, elle a investi ce segment en créant avec d'autres la société ViiV Healthcare qui se consacre à 100% à cette pathologie. Les efforts de GSK n'apparaissent dès lors pas dans l'indice Global Health Impact, étant le fait d'une société distincte.

Que retenir de tout ceci ? D'abord, des indices relatifs à l'impact des entreprises sur la santé dans le monde existent. Leurs méthodologie et résultats sont publics. Les analystes et investisseurs soucieux de choix responsables informés par autre chose que la seule rentabilité financière peuvent donc aisément les utiliser.

Ensuite, les exemples mentionnés ci-dessus suggèrent que s'il faut saluer la disponibilité de ces outils, il est tout aussi essentiel de poursuivre en parallèle la réflexion sur les choix opérés dans les méthodes mises en œuvre. Car un investisseur ne peut être responsable sans être aussi un investisseur critique.